

Don japonais de 2,3 millions USD au secteur burundais de la Santé

PANA, 20/02/2009 Bujumbura, Burundi (PANA) - Le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Augustin Nsanze et l'ambassadeur du Japon au Burundi avec résidence à Nairobi, au Kenya, Shigeo Iwatani, ont signé, vendredi, un accord aux termes duquel Tokyo va débiter une aide financière de 2,3 millions de dollars US en vue d'équiper les principaux hôpitaux et centres de Santé de Bujumbura. Le projet vise principalement l'amélioration des soins médicaux en faveur des mères et enfants par la fourniture du matériel médical destiné à équiper les principaux établissements maternels et pédiatriques de la municipalité de Bujumbura, a précisé le diplomate nippon lors de la signature de l'accord.

Le gouvernement du Burundi ambitionne, dans son Plan national de développement sanitaire (PNDS 2006-2010), de réduire la mortalité maternelle de 75%, la mortalité infantile de 50%, la malnutrition de 25% et le diplomate japonais a espéré que la contribution financière de son pays aidera quelque peu à atteindre ces objectifs. "Etant donné les progrès significatifs dans le processus de paix et la grande nécessité d'améliorer les moyens de subsistance de base au Burundi, le gouvernement japonais continuera d'apporter son aide bilatérale afin de contribuer à la consolidation de la paix et au développement national", a-t-il promis. L'ambassadeur Shigeo est également revenu sur la 4^{ème} conférence internationale de Tokyo pour le développement africain (TICAD IV) de mai dernier, au Japon, sur la manière de soutenir le développement des pays africains pour les cinq prochaines années. "Nous allons continuer nos efforts pour appuyer le gouvernement burundais en tenant également compte de nos engagements pris lors de la TICAD IV", a-t-il souligné en substance. La veille, le diplomate japonais avait signé un accord de don de 2,1 millions de dollars US avec la ministre burundaise de la Solidarité nationale, du Rapatriement des réfugiés et de la Réintégration sociale, Mme Immaculée Nahayo, destiné à la réinsertion durable de plus de 28.000 ex-combattants dans une nouvelle vie socioprofessionnelle. La guerre civile, qui a secoué le Burundi au cours de la décennie écoulée, avait fini par éloigner les principaux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du pays et par mettre pratiquement au rouge tous les indicateurs du développement socio-économique.